

NUMERO DE MARCHE : 2024UPHFS28AMO

OBJET DU MARCHE

Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une étude de marchés

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONTEXTE :

L'Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF) a développé de nombreux savoir-faire et dispose de multiples plateformes expérimentales qu'elle souhaite valoriser auprès du secteur privé. Ces moyens et compétences sont notamment répartis dans ses composantes de formation (INSA HdF, IUT et ISH), et de recherche (LAMIH, IEMN site de Valenciennes, CERAMATHS et LARSH), le Pôle S.mart et sa filiale de valorisation, Valutec. L'offre actuelle de recherche et d'études, de produits et de services repose principalement sur :

- Des essais mécaniques et environnementaux, de la caractérisation de matériaux, de la compréhension de phénomènes en milieu fluide, de la mesure topographique en surface, de la métrologie, des captures du mouvement, des analyses de cas d'usage, etc.
- De la Conception mécanique et électronique, de la Fabrication de pièces mécaniques (usinage CN, Fabrication additive, céramique) et de cartes électroniques, de la Maintenance d'outils de production (pneumatique, électrique, mécanique) et des développements de logiciels, etc.
- Des recherches et des études en sciences et technologie : automatique, mécanique des matériaux et des structures, mécanique des fluides, énergétique, informatique, microélectronique, communication sans fil, ultrason pour le CND, matériaux céramiques et procédés associés
- Des recherches et des études en sciences humaines et sociales reposant sur des compétences en gestion, droit, économie, géographie, aménagement, histoire, archéologie, histoire des arts et des civilisations régionales et étrangères, en sociologie et sciences politiques, en représentation de toutes les formes d'écriture ou d'énonciation et en sciences de l'information et de la communication (audio-visuel).

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la désignation d'un prestataire pour une mission d'assistance générale à maîtrise d'ouvrage à caractère administratif, juridique, financier et technique dans le cadre d'une opération d'études de marchés.

L'objectif de la présente étude est composé de trois volets qui consiste à évaluer les actions de valorisation actuellement réalisées et celles qui en ont le potentiel, d'envisager tous types de marchés, de réaliser des études de marchés pour déterminer ceux les plus porteurs en termes de marge et de taille de marché, et de formuler des plans marketing afin de les développer.

La mission du titulaire est d'assister et de conseiller le Maître d'Ouvrage lors des différentes phases du projet décrites à l'article 3 du présent CCP.

Conformément à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 portant sur la maîtrise d'ouvrage publique et ses relations avec la maîtrise d'œuvre dite Loi « MOP », le titulaire ne pourra à aucun moment se voir confier des missions de maîtrise d'œuvre.

Le marché est un marché de prestations intellectuelles, en référence au Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations intellectuelles (CCAG-PI).

ARTICLE 2. FORME ET DUREE DE VALIDITE DU MARCHÉ

2.1. Forme du marché

Le présent marché est un contrat de service passé sous la forme de la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation n'est pas allotie au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.2. Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) et Variantes

Les Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) et les variantes ne sont pas autorisées.

2.3 - Recours aux marchés négociés

En application de l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique, l'UPHF se réserve le droit de recourir aux marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

2.4 – Missions complémentaires – Avenants

En application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, l'UPHF se réserve le droit de recourir à des prestations similaires ne figurant pas dans le marché initial mais devenues nécessaires à la suite d'une circonstance imprévue ou pour des prestations identiques à celles du marché en cours à exécuter par le même titulaire.

Il sera également possible de procéder aux modifications prévues aux articles L2194-1.2 à 5 du Code de la Commande Publique. Parallèlement à ces modifications, l'avenant « classique » de l'article L2194-1.6 pourra également être utilisé.

2.5. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour la durée des opérations de passation du marché, celle-ci s'étend du jour de la signature du contrat jusqu'au terme des missions qui devront être validées par le Pouvoir Adjudicateur.

Les délais par phases imposés par le Pouvoir Adjudicateur sont :

- 1ere phase : dresser un état de l'existant : 1 mois à compter de l'ordre de service
- 2eme phase : proposer de nouvelles offres de services et de produits ainsi que les marchés associés : après validation de la phase précédente, par le pouvoir adjudicateur
4 mois à compter de l'ordre de service
- 3eme phase : formuler des plans marketing : après validation de la phase précédente, par le pouvoir adjudicateur
1 mois à compter de l'ordre de service

Le candidat, lors du dépôt de son offre, doit fournir un calendrier prévisionnel de réalisation en détaillant la durée par phase. Ces délais seront contractualisés et ne peuvent être supérieurs à ceux imposés par l'Université.

Le marché n'est pas reconductible.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose afin de réaliser les prestations

L'objectif de la présente étude est composé de trois volets consiste à évaluer les actions de valorisation actuellement réalisées et celles qui en ont le potentiel, d'envisager tous types de marchés, de réaliser des études de marchés pour déterminer ceux les plus porteurs en termes de marge et de taille de marché, et de formuler des plans marketing afin de les développer.

Chaque phase sera lancée individuellement par l'émission d'un ordre de service spécifique.

1ere phase : dresser un état de l'existant en s'appuyant à minima sur :

- L'offre de services existante, les moyens et compétences qui sont déjà valorisés en identifiant les typologies, les volumétries (avec CA associés) et les taux de disponibilité pour des actions de valorisation nouvelles ou complémentaires,
- Les moyens et compétences qui ne font pas encore l'objet d'actions de valorisation et qui présentent un potentiel et des disponibilités,

2eme phase : proposer de nouvelles offres de services et de produits ainsi que les marchés associés, sur lesquels l'UPHF pourrait se positionner et d'en évaluer l'intérêt, par des études de marché.

Dans cette étude, il sera attendu, à minima :

- Les nouvelles offres de services et/ou de produits qui pourraient être proposées en recourant aux moyens et compétences de l'UPHF et de ses composantes,
- L'ordre de grandeur des prix de vente de ces nouveaux services et produits,
- L'évaluation des marchés, par type de services et/ou de produits nouveaux, en volume (chiffre d'affaires potentiel), selon une décomposition géographique (Valenciennois, départemental, régional, national, européen),
- La typologie des clients envisagés,
- La fréquence de sollicitation envisageable par type de service ou produits et par typologie de clients,
- Les éventuelles barrières à l'entrée des nouveaux marchés identifiés,
- Les vecteurs de communication et les moyens de promotion pour toucher les cibles visées,
- Les canaux de distribution ou de commercialisation de ces nouveaux produits et services,
- L'identification des principaux acteurs par type de service ou de produit – L'étude devra préciser les concurrents, les clients potentiels, les utilisateurs, les éventuels prescripteurs, etc.
- Les produits et services qui pourraient se substituer aux potentiels nouvelles offres de services et de produits de l'UPHF et ses composantes.

3eme phase : formuler des plans marketing afin de lancer les nouveaux services et produits.

Ce troisième livrable comprendra, à minima, les premiers marchés que l'étude aura permis d'identifier comme ceux les plus porteurs en termes de marge cumulée espérée (marge et taille de marché) en formulant des recommandations sur les plans marketing à suivre.

Cette étude comprendra la remise de 3 livrables :

- Un premier qui permettra à l'équipe en charge de cette étude de prendre connaissance de la globalité des actions en cours, avec les moyens et compétences impliqués et la marge de progression, des moyens et compétences avec un potentiel de valorisation non encore exploité, pour dans un second temps envisager de nouveaux marchés potentiels,

- Un second qui dressera une liste exhaustive de marchés potentiels pour les moyens et compétences de l'UPHF listées dans le premier livrable, qui seront évalués par des études de marchés,
- Un troisième qui permettra de classer les marchés les plus porteurs en termes de marge cumulée (marge par affaire et taille des marchés), qui reposera sur les études de marchés synthétisées dans le second livrable. Ce livrable comprendra également un plan d'action marketing et comprendra des conseils en communication, promotion, organisation et actions.

ARTICLE 4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents contractuels qui constituent le marché, soumis aux dispositions du CCP, prévalent dans l'ordre suivant :

→ **Pièces particulières** :

- l'acte d'engagement (AE) son annexe financière
L'offre financière doit être détaillée donc comprendre l'ensemble des prestations rémunérées ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) accepté sans aucune modification par le titulaire et dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration seul fait foi ;
- l'offre technique du titulaire et son annexe technique (questionnaire)
- l'attestation de visite
- les actes d'exécution et de modification
- tout autre document que le candidat juge utile et en lien avec le marché

→ **Pièces générales** :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) en vigueur
- l'arrêté du 16 juin 2008 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale
- le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, l'ordre dans lequel elles sont énumérées prévaut dans leur application.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1 - Généralités

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent CCP.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché). Il s'engage également à les appliquer en cas d'évolution.

Le titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants, le titulaire en informe l'UPHF et indique les coordonnées d'un nouveau représentant.

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par écrit et sans délai, de toute modification importante concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'exécution du marché. Selon la nature du changement, un avenant sera ou non obligatoire.

Un bon de commande doit être communiqué au prestataire. Le titulaire devra accuser de la bonne réception de la commande par retour de courriel. À défaut de réponse, le bon de commande sera réputé reçu 24 heures après sa date de notification et accepté.

Le bon de commande mentionne notamment :

- le service émetteur,
- la référence du marché,
- le numéro et la date d'émission du bon de commande,
- le détail des prix éventuel en HT,
-

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter est concrétisé par un simple échange écrit (courriel).

L'acheteur se réserve le droit de décider de l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande et en informe le titulaire par courriel. Il n'a pas à justifier de l'arrêt auprès du titulaire. Il s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées ou des frais qui ont été engagés. Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait, pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la Commande Publique.

5.2 - Réunions

Dès la notification du contrat, les parties peuvent programmer une réunion de démarrage en présentiel ou en distanciel. Les frais de déplacement, d'hébergement ou tout autre frais en lien avec la réunion sont à la charge du titulaire.

Des réunions, à la demande des parties, peuvent être convenues entre les parties en cours d'exécution du marché.

5.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants le respect de la réglementation.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six (6) mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

5.4 - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures de sécurité appropriées afin que le traitement des données à caractère personnel réponde aux exigences du RGPD et que cela garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il pourra être amené à présenter ces mesures, sur simple demande de l'acheteur. Le titulaire a une obligation de conseil et d'assistance envers l'acheteur pour toute question relative à la protection des données à caractère personnel.

Par ailleurs, il fournit à l'UPHF sans délai et sur simple demande tout élément de preuve de conformité du traitement au RGPD (document nécessaire à la tenue du registre de traitement, contrat de maintenance adapté au RGPD, identification d'un délégué à la protection des données, etc.).

Le titulaire ne traite les données que sur instruction expresse de l'acheteur. Il s'engage également à notifier à l'UPHF sans délai tout incident sur des données à caractère personnel (violation de données, etc.).

Le respect de ces données est valable pendant et après l'exécution du marché.

5.5 – Visite des locaux

Une visite des lieux est obligatoire afin d'en évaluer objectivement les difficultés et particularités. A défaut, l'offre sera jugée irrecevable. L'attestation de visite remise par l'Université devra être fournie au dossier de l'offre.

Les modalités des visites sont indiquées dans le Règlement de Consultation.

ARTICLE 6. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

6.1.- Contenu des prix

Le montant des prestations est forfaitaire.

Il comprend l'intégralité de la réalisation de chaque phase jusqu'au terme du contrat, tout autre aléa survenant ne saurait donner lieu à modification du prix forfaitaire.

Le prix n'est ni révisable, ni actualisable.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite des offres indiquée en page de garde du Règlement de Consultation. Ce mois est appelé "mois zéro".

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interrompre le marché à l'achèvement de chaque élément de mission, sans que cela donne droit au versement d'une indemnité et n'ouvre droit à aucun «dommages et intérêts » pour le titulaire.

Le paiement s'effectuera à la fin de chacune des phases réalisées.

Des acomptes pourront être demandés.

6.2. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6.3. Avance

Il est fait application des article R. 2191-16 et -17 du Code de la Commande Publique.

6.4. Modalités de règlement

Le règlement correspond à la réalisation des prestations.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, après vérification du service fait, sur présentation de factures.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, la transmission des factures des titulaires de marché doit s'effectuer sous forme électronique.

L'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'accès au portail chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Information à utiliser pour la facturation électronique : SIRET UPHF 13002574500014

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'informatisation budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par les titulaires comportent les mentions suivantes :

- le nom du service émetteur du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- son numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- le détail des prestations et quantités ;
- la date et le lieu d'exécution ;
- le montant des prestations exécutées en HT et TTC ;

- le(s) taux et le(s) montant(s) de TVA ;
- la référence du marché ;
- les références et la date du bon de commande ;
- la date de délivrance et le numéro de la facture.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le pouvoir adjudicateur par courrier postal ou électronique.

6.5. Régime des paiements

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Ce délai peut être suspendu si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par l'accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS DIVERSES

7.1. Service minimal

En cas de grève et/ou d'arrêt de travail de son personnel ou toute autre cause d'interruption des prestations, le titulaire est tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations définies par le pouvoir adjudicateur.

7.2. Langue des prestations et des correspondances

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français. Les prestations vocales et écrites sont assurées en français.

En cas de correspondances écrites ou de prestations vocales réalisées dans une langue étrangère, ces dernières sont recevables uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

7.3. Assurances

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification du présent marché, et tous les six (6) mois après le début d'exécution du marché, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra justifier d'une police d'assurance couvrant ces risques.

7.4. Propriété intellectuelle- Confidentialité

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions transmises resteront la propriété de la partie qui l'aura transmise et devront être restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande. Les informations et renseignements fournis par l'Université au titulaire désignés comme confidentiels, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal). En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel.

ARTICLE 8. PENALITES

Il est fait application de l'article 14 du CCAG/PI.

ARTICLE 9. VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérifications (quantitatives et qualitatives) s'opèrent dans les conditions fixées à l'article 28 du CCAG/PI.

ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG/PI.

ARTICLE 11. DIFFERENDS ET LITIGES

Les stipulations de l'article 43 du CCAG/PI sont seules applicables.

En cas de différends ou de litiges et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

ARTICLE 12. DEROGATION AU CCAG FCS

Articles CCP	Articles CCAP/PI
Néant.	